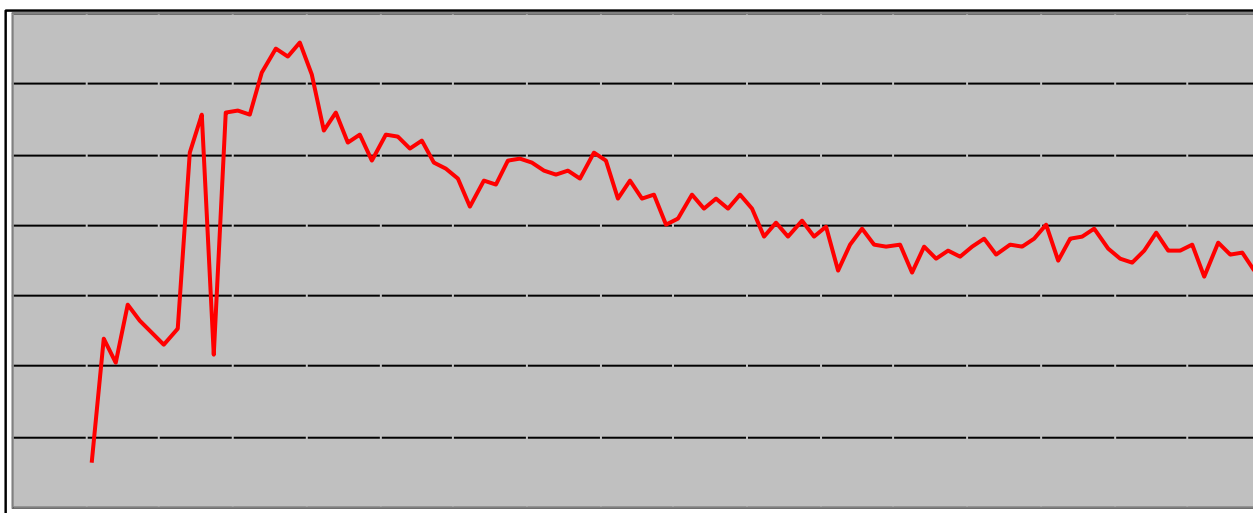


Republique du Tchad
Ministère du Plan, de l'Economie et
de la Coopération Internationale
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques



Note Trimestrielle de Conjoncture



PREMIER TRIMESTRE 2012

Mai 2012

TABLE DES MATIERES

RUBRIQUES	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU PREMIER TRIMESTRE 2012	3
I – L’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
II – L’INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	6
III - LE SECTEUR INDUSTRIEL	7
IV - LE SECTEUR PETROLIER	8
IV.1- La production pétrolière	8
V - LES FINANCES PUBLIQUES	09
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	09
V.2 La Situation de la dette publique extérieure	10
VI – LA MONNAIE	11
VI.1 La situation monétaire	11

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BRENT	:	Pétrole de référence sur le marché international
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FMI	:	Fonds Monétaire International
INSEED	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
INSEE	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RGPHT	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
UE	:	Union Européenne
\$ US	:	Dollars US

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE DU TCHAD AU PREMIER TRIMESTRE 2012

Situation économique plutôt mitigée

Au terme du premier trimestre 2012, l'activité reste soutenue par la demande intérieure, grâce notamment à la consommation privée en phase avec la hausse du pouvoir d'achat des ménages grâce au relèvement de l'indice salarial, à la poursuite des investissements tant publics que privés. La consommation publique devrait également enregistrer une hausse nonobstant les orientations visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique. L'environnement international reste aussi favorable à l'économie nationale en raison de l'évolution positive des cours du pétrole sur le marché international.

S'agissant de l'offre, la croissance est essentiellement soutenue par le secteur non pétrolier (Services, industries manufacturières, BTP) ; la contribution du secteur pétrolier étant en perte de vitesse, conséquence du repli persistant de la production pétrolière en liaison avec le déclin naturel des puits. Cependant, la situation alimentaire demeure préoccupante dans les deux zones agro climatiques. Sur le front des prix, les tensions inflationnistes ont réapparu, à cause de la hausse des prix des produits alimentaires entraînée notamment par la mauvaise campagne agricole et la fermeture des frontières avec le Nigeria.

Sur le plan des finances publiques l'exécution du budget a été caractérisée au premier trimestre

2012, par une progression spectaculaire des recettes budgétaires et un important repli des dépenses plus particulièrement des dépenses d'investissement.

L'évolution de la situation monétaire, appréciée sur la base des estimations à fin février 2012 fait apparaître une progression de la Position Nette du Gouvernement, un renforcement du crédit intérieur, une diminution des créances nettes sur l'Etat et par conséquence une décélération de l'expansion de la masse monétaire à fin février 2012 par rapport à fin février 2011(BEAC).

I- L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance mondiale : Situation contrastée en début d'année 2012.

En février 2012, le climat des affaires dans l'industrie demeure aux États-Unis nettement au-dessus du seuil d'expansion. De même, après des à-coups à l'automne, il se situe au-dessus de ce seuil depuis décembre 2011 au Japon. Dans la zone euro, en revanche, le climat des affaires s'est dégradé en février 2012, même s'il se redresse par rapport son bas niveau atteint en novembre 2011.

L'activité a conservé donc un rythme de progression soutenu aux États-Unis au premier trimestre 2012 (+0,6% après +0,7%), et a nettement rebondi au Japon (+0,6 % après -0,2 %). Dans la zone euro, en revanche, elle a reculé encore légèrement en début d'année (-0,1% après -0,3%).

Aux États-Unis, l'activité continuerait de progresser au premier semestre 2012 sur un rythme proche de celui observé fin 2011 (+0,6% par trimestre au premier semestre 2011). Les créations d'emplois, se sont nettement intensifiées fin 2011, restent dynamiques. Ainsi, malgré le

regain d'inflation, les ménages américains bénéficient de gains de pouvoir d'achat qui soutiennent leurs dépenses de consommation. Les entreprises augmentent leurs investissements pour faire face à la vitalité des débouchés internes et externes, notamment asiatiques, et ce, d'autant qu'avec la reconstitution de leurs marges depuis 2009, leur situation financière s'est améliorée. En l'absence d'ajustement significatif à court terme, l'orientation de la politique budgétaire reste plus favorable à l'activité aux États-Unis que dans la zone euro.

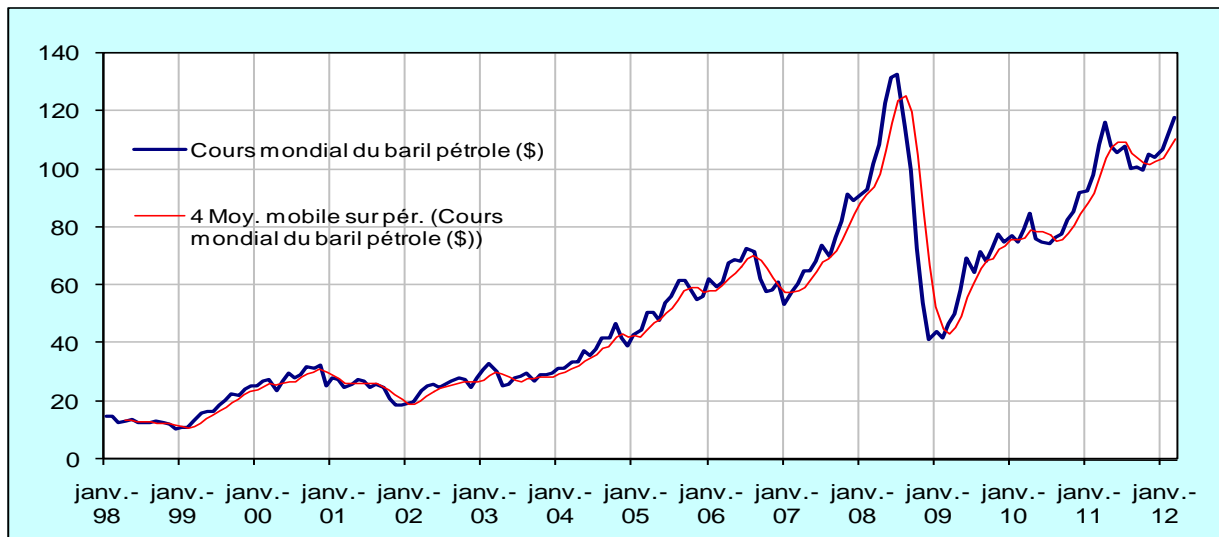
Au premier semestre 2012, l'activité accélère en Asie. La zone bénéficie en effet de deux impulsions positives : d'une part, la dissipation du choc thaïlandais permettrait de normaliser les conditions de production, et d'autre part, le déblocage des aides destinées à la reconstruction au Japon apporte un soutien très important à l'activité japonaise (+0,6 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième trimestre).

Le prix du pétrole progresse fortement début 2012

Sur le marché physique du pétrole, les tensions baissent depuis fin 2011 ; la demande ralentit tandis que l'offre mondiale de pétrole a augmenté fortement fin 2011, grâce notamment à la reprise rapide de la production libyenne. Pourtant, le prix du pétrole est à nouveau en nette hausse début 2012, reflet des tensions géopolitiques, qui touchent en particulier l'Iran. D'ici mi-2012 (note conjoncture INSEE), le prix du pétrole fluctuerait autour de 120\$ le baril de Brent, un niveau nettement supérieur à celui atteint fin 2011

(109\$ en moyenne au quatrième trimestre 2011). Dans les pays émergents, cette hausse du prix du pétrole attiserait de nouveau les risques inflationnistes, ce qui limiterait la capacité des politiques budgétaires et monétaires destinées à soutenir la demande intérieure. Dans les pays avancés, où le déficit de demande apparut pendant la crise devrait normalement s'accompagner de faibles pressions inflationnistes, la hausse des prix énergétiques contrarierait le mouvement de baisse de l'inflation.

Figure 1 : Evolution du cours du Brent(en \$ US)



Source : Afristat

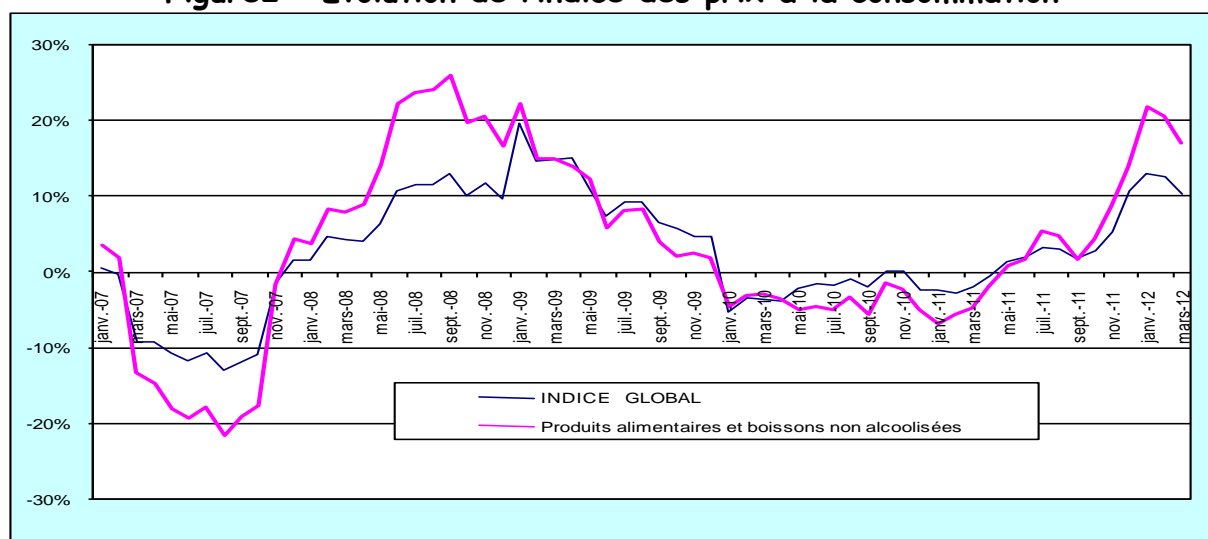
II-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

Prix à la consommation : hausse spectaculaire en glissement annuel

Au terme du premier trimestre 2012, les prix à la consommation sont ressortis en hausse de 12% en glissement annuel. Cette évolution découle d'un mouvement haussière presque généralisé observé sur l'ensemble des fonctions de consommation à l'exception de la communication qui a connu un repli de 8%. Aussi, en variation trimestrielle, ils affichent une légère hausse de 1% sous l'effet conjugué des prix « des

produits alimentaires » (+2%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+3%) et plus particulièrement des « Biens et services divers » (+5%). En revanche, les prix des Boissons alcoolisées et tabac, Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles, Santé, transport, communication et enseignement sont restés stables sur la période.

Figure2 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED

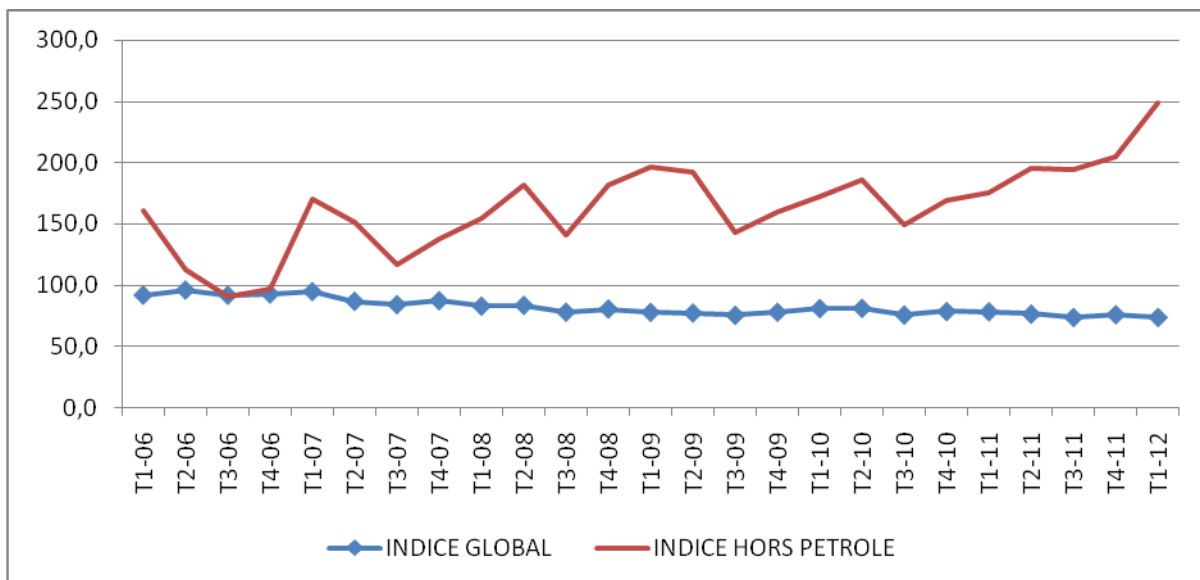
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Ralentissement de l'activité industrielle

Au terme du premier trimestre 2012, l'activité industrielle demeure fortement influencée par la production pétrolière qui continue à baisser sous l'effet des phénomènes géologiques. En effet, une baisse de l'activité industrielle est observée tant en variation trimestrielle (-3%) qu'en glissement annuel (-6%). En revanche, la composante hors pétrole est en forte progression de 22% en variation trimestrielle et 42% en glissement annuel. La branche fabrication des textiles est en hausse de 18% en glissement annuel (problème de saisonnalité: début de

campagne). La branche eau et électricité, quant à elle a évolué à la baisse (14% sur un trimestre et 15% sur un an). Pour l'avenir des investissements sont prévus sur le réseau : il est prévu à court terme la réhabilitation et l'extension du réseau dans les principales villes (N'Djamena, Sarh, Abéché, Moundou) et la construction de nouveaux châteaux et forages d'eau ainsi que la mise en marche de la nouvelle centrale électrique à Sarh. Ce qui augure d'une bonne perspective pour l'unité.

Figure3: Evolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

IV. LE SECTEUR PETROLIER

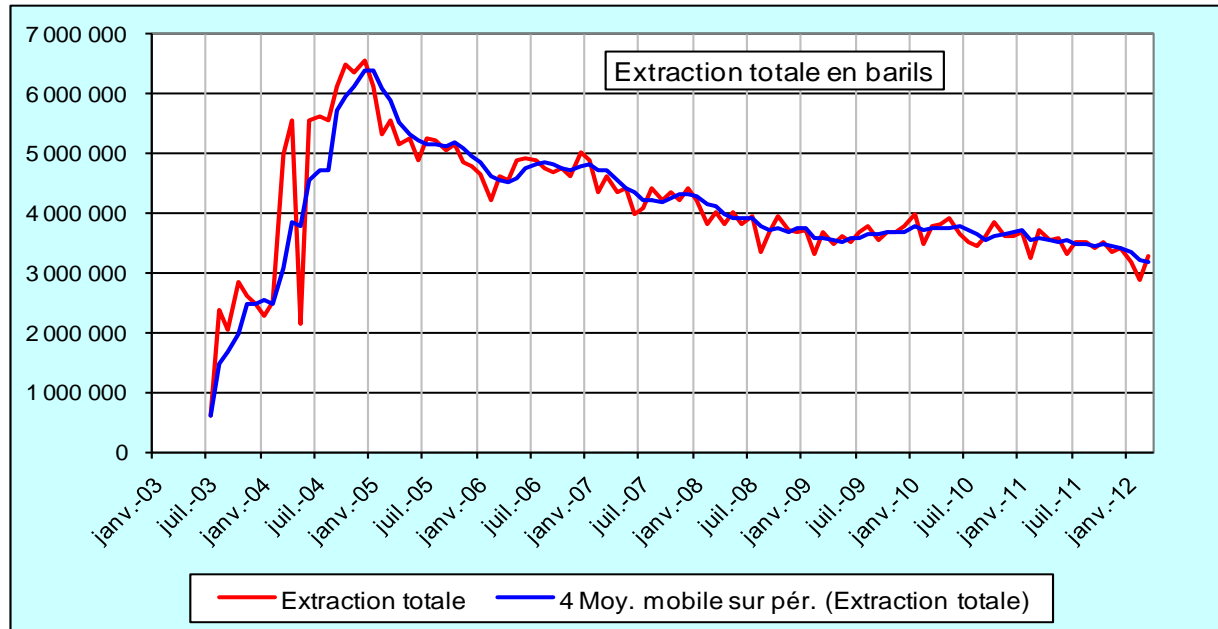
IV.1 La Production pétrolière

Baisse persistante de la production

La baisse de la production de pétrole continue au premier trimestre 2012. En effet, l'extraction du pétrole brut s'est repliée, en glissement annuel, de 12% au premier trimestre 2012 après le recul de 8% enregistré au quatrième trimestre 2011 en liaison avec le vieillissement des puits, qui reste un phénomène naturel et inhérent au cycle de vie normal d'un champ de pétrole. En observant, la situation par champ, nous relevons que la production du

champ de Timbré a diminué considérablement suivi respectivement du champ de Komé et de Bolobo. En revanche, le champ de Timbré connaît une progression de production de 83% en glissement annuel suivi du Champ de Maikeri 28%. Pour l'avenir, la situation devrait connaître une légère hausse si on tient compte de l'allure de la courbe de tendance.

Figure 4: Evolution de la production



Source : Ministère du pétrole

V-LES FINANCES PUBLIQUES

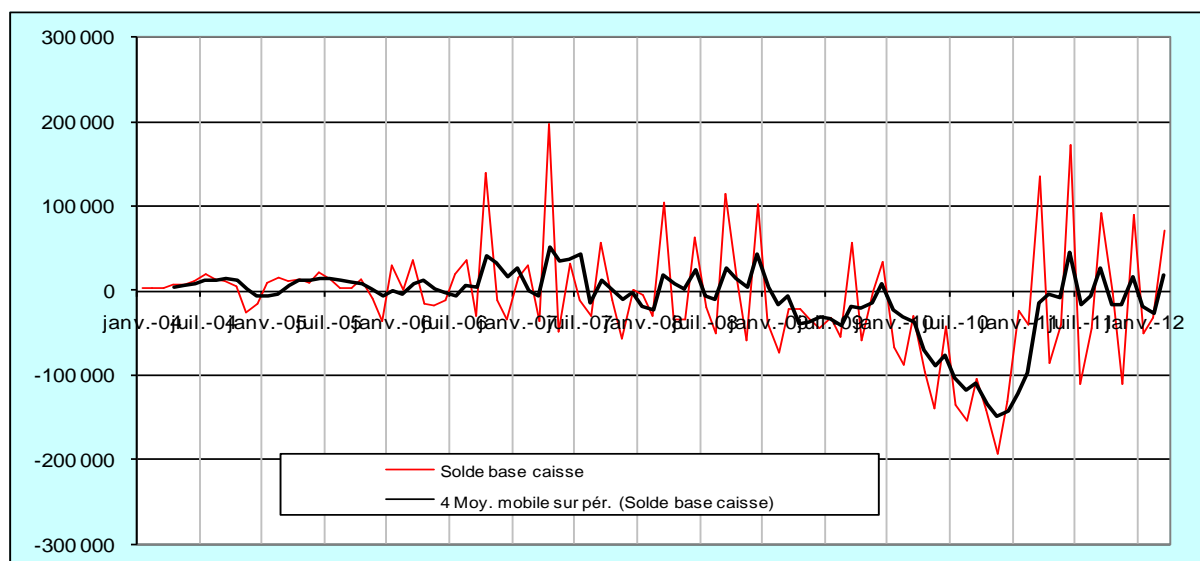
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

Des recettes en nette progression

Au cours du premier trimestre 2012, l'exécution du budget a été caractérisée par une progression spectaculaire des recettes budgétaires et le repli notable des dépenses plus particulièrement des dépenses d'investissement. En effet, à fin mars 2012, les recettes budgétaires sont évaluées à 192,664 milliards contre 109,840 milliards à la même période de l'année précédente soit une progression de 75%. Elles représentent 14% pour un objectif de 1366,624 milliards fixé pour l'année 2012. La progression de 75% des recettes budgétaires à fin mars 2012 est tirée par l'accroissement des recettes fiscales de 204% en glissement annuel qui sont chiffrées à 135,965 milliards

contre 44,783 milliards l'année précédente. Cette progression reflète la bonne performance des impôts sur le revenu et bénéfices nets. En effet, ceux-ci ont été recouvrés pour un montant de 86,335 milliards soit une amélioration de 72,918 milliards. Quant aux dépenses, elles sont évaluées à 137,283 milliards soit une baisse de 34% par rapport au premier trimestre 2011. Cette baisse est imputable au recul des dépenses d'investissement de l'ordre de 62% sur la période. Elles s'établissent à 28,052 milliards contre 74,697 milliards il ya un an. Le déficit budgétaire hors subvention et emprunts est de 11,843 milliards.

Figure 5: Evolution du solde base caisse



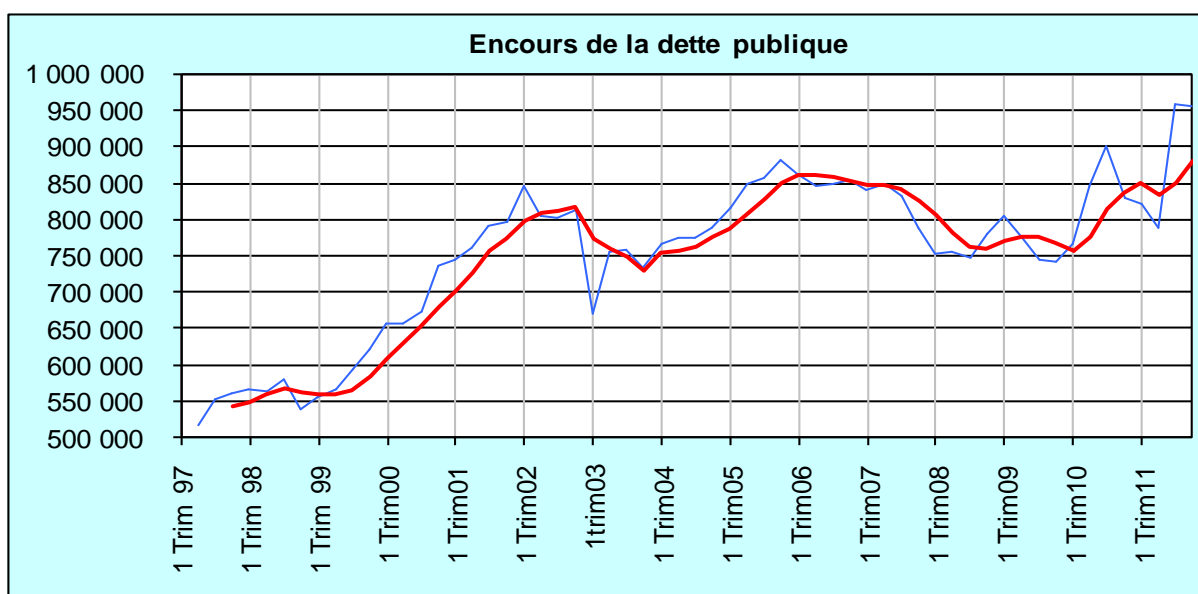
Source : Direction du Trésor

V.2 Situation de la dette publique extérieure (non disponible)

A fin décembre 2011, l'encours de la dette publique extérieure évalué à environ 954,844 milliards de FCFA est en hausse de 15%, en glissement annuel. En raison des difficultés de mobilisation des financements extérieurs, les tirages sont en baisse

de 60% sur quatre trimestres. Quant aux remboursements, ils gagnent 63,7 points et 27 points respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Cependant, ils devraient baisser au premier trimestre 2011.

Figure 6 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



Source : Direction de la dette

VI - LA MONNAIE

VI.1 La situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire, appréciée sur la base des estimations à fin février 2012 fait apparaître une progression de 177,3 milliards de la position extérieure consécutive à un afflux des recettes d'exploitation pétrolière, un renforcement du crédit intérieur de 47,8 milliards en glissement annuel tiré par une forte demande des crédits à l'investissement.

S'agissant des créances nettes sur l'Etat, elles ont considérablement diminué pendant la période sous revue, revenant de 167,9 milliards à 34,8 milliards, soit une baisse de

79,3%. Cette amélioration de l'endettement de l'Etat s'explique par le remboursement de certaines facilités accordées par la banque centrale et le système bancaire.

Comme conséquence de ces évolutions dans ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une décélération de son expansion, de 28,1 % à fin février 2011 à 13,2% à fin février 2012, se fixant à 671,2 milliards contre 592,9 milliards un an plus tôt.

Tableau1: Evolution de la situation monétaire.

	2010		2011		2012		Fév.12/ Fév.11
	février	février	Décembre	Janvier	février		
1. AVOIRS EXTERIEURS NETS	145 927	210 368	455 713	459 689	382 656		81,9
2. CREDIT INTERIEUR	341 682	414 346	280 589	270 179	329 039	-	20,6
* Créances nettes sur l'Etat	136 342	167 928	- 10 608	- 13 710	34 821	-	79,3
* Crédits à l'économie	205 340	246 418	291 197	283 889	294 218		19,4
Court terme	156 963	184 635	197 750	186 833	196 027		6,2
Moyen et long terme	48 377	61 783	93 447	97 056	98 191		58,9
3. MASSE MONETAIRE	462 794	592 891	676 765	683 264	671 234		13,2
4. AUTRES RESSOURCES	24 815	31 823	59 537	46 604	40 461		27,1
TOTAL : Ressources= Emplois	487 609	624 714	736 302	729 868	711 695		13,9

Source :BEAC

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef de Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **BEASSOUM NADJIRABAYE CHRISTIAN**, Chef de Service des comptes Nationaux ;
- **REMADJI MADJADINA**, Responsable des prévisions macroéconomiques ;
- **MOYALBAYE GOTOMON**, Administrateur CHAPO.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture
- **DJINGAR NGARLEDJE**, Responsable adjoint de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site Internet : www.inseed-tchad.org**